

LOI RELATIVE AU REDRESSEMENT ECONOMIQUE
DU BASSIN DES CARAÏBES

Prorogation de la dérogation

Décision du 15 novembre 1995¹

Prenant acte de la demande présentée par le gouvernement des Etats-Unis en vue d'obtenir une prorogation de la dérogation à ses obligations au titre du paragraphe premier de l'article premier de l'Accord général, qui avait été accordée par les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947 le 15 février 1985 pour la période allant du 1er janvier 1984 au 30 septembre 1995 et qui concernait l'octroi d'un régime de franchise de droits visant les importations de produits déterminés originaires des pays et territoires des Caraïbes, conformément aux dispositions de la Loi relative au redressement économique du Bassin des Caraïbes (ci-après dénommée "la CBERA");

Tenant compte de la Décision de 1979 relative au traitement différencié et plus favorable, à la réciprocité et à la participation plus complète des pays en voie de développement et de la Décision de 1994 sur les mesures en faveur des pays les moins avancés;

Considérant la situation exceptionnelle des pays et territoires en développement du Bassin des Caraïbes et l'objectif déclaré de la CBERA, qui est d'aider au développement commercial et économique des pays et territoires en développement bénéficiaires situés dans le Bassin des Caraïbes, en encourageant l'expansion de leur capacité de production pour répondre à la libéralisation accrue de l'accès et aux nouvelles possibilités d'échanges ouvertes à ces pays et territoires;

Considérant également que la franchise de droits prévue par la CBERA est conçue pour promouvoir l'expansion des échanges commerciaux et le développement économique des bénéficiaires d'une manière conforme aux objectifs du GATT de 1994 et aux besoins du commerce, des finances et du développement des pays et territoires bénéficiaires, et non pour élever des obstacles ou créer des difficultés au commerce des autres Membres;

Considérant, en outre, que la franchise de droits prévue par la CBERA ne saurait porter préjudice aux intérêts des autres Membres ne bénéficiant pas de ce régime et que son application ne devrait pas entraîner un détournement d'échanges notable au détriment des importations américaines des produits visés en provenance de Membres ne figurant pas parmi les bénéficiaires;

¹Adoptée conformément aux procédures de prise de décisions de l'OMC au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC approuvées par le Conseil général (WT/L/93).

Eu égard aux assurances données que le gouvernement des Etats-Unis n'envisage de prendre au titre de la CBERA aucune mesure qui risquerait de nuire au commerce du sucre de Membres ne figurant pas parmi les bénéficiaires;

Considérant que la franchise de droits accordée par le gouvernement des Etats-Unis en vertu de la CBERA ne constituera pas une entrave à l'abaissement ni à l'élimination des droits de douane et autres restrictions aux échanges sur la base du traitement de la nation la plus favorisée;

Considérant, en outre, que la franchise de droits accordée par le gouvernement des Etats-Unis en vertu de la CBERA ne nuira pas au maintien, à l'application ou à l'amélioration du Schéma de préférences généralisé des Etats-Unis;

Notant en outre les assurances données par le gouvernement des Etats-Unis qu'il engagera sans tarder des consultations, lorsque la demande lui en sera faite, avec tout Membre intéressé à propos de toute difficulté ou question qui pourrait surgir du fait de la mise en oeuvre des dispositions de la CBERA relatives au commerce;

Eu égard aux directives adoptées le 1er novembre 1956 concernant l'examen des demandes de dérogation, au Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et aux paragraphes 3 et 4 de l'article IX de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (ci-après dénommé "l'Accord sur l'OMC");

Les Membres, agissant en conformité des dispositions de l'article IX, paragraphe 3 de l'Accord sur l'OMC,

Décident ce qui suit:

1. Sous réserve des conditions et modalités énoncées ci-après, il sera dérogé aux dispositions du paragraphe premier de l'article premier du GATT de 1994, jusqu'au 31 décembre 2005, dans la mesure nécessaire pour permettre au gouvernement des Etats-Unis d'accorder la franchise de droits à des produits déterminés en provenance des pays du Bassin des Caraïbes, comme l'autorisent les dispositions de la CBERA telle qu'elle a été modifiée, jusqu'à la date de la présente décision, sans être tenu d'accorder le même traitement aux produits similaires importés en provenance d'autres Membres.
2. Cette franchise de droits ne sera pas conçue pour élever des obstacles ou créer des difficultés indues au commerce des autres Membres. La présente décision n'affecte en rien l'obligation qu'a le gouvernement des Etats-Unis d'administrer les contingents tarifaires qu'il applique aux importations de sucre d'une manière compatible avec les dispositions de l'article XIII du GATT de 1994.
3. Le gouvernement des Etats-Unis soumettra au Conseil général un rapport annuel sur la mise en oeuvre des dispositions de la CBERA relatives au commerce en vue de faciliter le réexamen annuel prévu au paragraphe 4 de l'article IX de l'Accord sur l'OMC. Le gouvernement des Etats-Unis notifiera sans tarder au Conseil général toute mesure en rapport avec le commerce prise au titre de la CBERA, en particulier toute modification de la liste des pays bénéficiaires ainsi que tout changement envisagé de la liste des produits visés ou des modalités du régime de franchise, et lui communiquera tous les renseignements qu'il jugera appropriés au sujet de ces mesures. Le gouvernement des Etats-Unis procédera à des consultations concernant toute modification qu'il envisagerait d'apporter à la liste des produits visés.

4. Le gouvernement des Etats-Unis, lorsque la demande lui en sera faite, engagera sans tarder des consultations avec tout Membre intéressé à propos de toute difficulté ou question qui pourrait surgir du fait de la mise en oeuvre des dispositions de la CBERA relatives au commerce; lorsqu'un Membre considère qu'un avantage résultant pour lui du GATT de 1994 risque d'être ou est indûment compromis du fait de cette mise en oeuvre, ces consultations porteront sur les mesures qu'il serait possible de prendre en vue de régler la question de manière satisfaisante. La présente décision n'affecte en rien les droits des Membres définis dans le Mémorandum d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994.